

Etats-Unis-Allemagne/Diplomatie

Le ton et la tension montent entre Trump et Merkel

AFP
Washington/Etats-Unis

A la charge de la chancelière allemande, le président américain a répondu par un de ces tweets dont il a le secret.

LE ton est encore monté d'un cran hier entre Angela Merkel et Donald Trump qui a lancé une virulente charge contre l'Allemagne, la tension entre les deux pays atteignant un niveau inédit dans l'histoire récente.

Depuis la fin du sommet du G7 en Sicile, où le président américain a fait cavalier seul, en particulier sur la question du climat, la chancelière allemande ne mâche plus ses mots sur la politique du nouveau locataire de la Maison Blanche.

Comme souvent, Donald Trump a choisi Twitter pour lancer la riposte. "Nous avons un ENORME déficit commercial avec l'Allemagne, en plus elle paye BIEN MOINS qu'elle ne le devrait pour l'Otan et le secteur militaire. Très mauvais pour les USA. Ça va changer", a-t-il lancé. Une heure plus tôt, Angela Merkel, connue pour choisir ses mots avec attention, avait jugé "extrêmement important" que l'Europe devienne un "acteur qui s'engage à l'in-



Photo : AFP

La cordialité qui avait prévalu lors de leur rencontre à la Maison Blanche en mars dernier n'est plus qu'un lointain souvenir. Entre le président américain Donald Trump et la chancelière allemande Angela Merkel, l'heure est à la guerre des mots.

ternational" notamment en raison de l'évolution de la politique américaine. La chancelière a certes souligné que la relation transatlantique était "d'une importance primordiale", mais, a-t-elle ajouté, "compte tenu de la situation actuelle, il y a encore plus de raisons pour lesquelles nous devons en Europe prendre notre destin en main".

Son ministre des Affaires étrangères Sigmar Gabriel était allé plus loin lundi, estimant que les actions du président américain avaient "affaibli" l'Occident et accusant sa politique d'être contraire "aux intérêts de l'Union européenne". ("L'Union" d'hier

Mme Merkel, comme d'autres dirigeants européens, ont par le passé insisté sur la nécessité pour l'UE de s'affirmer sur la scène internationale pour mieux défendre ses intérêts. Mais jusqu'ici, la mise en place d'une action diplomatique européenne a échoué sur les prérogatives des Etats membres en la matière et leurs réticences à abandonner des pans de souveraineté dans ce domaine régalien.

Ces tensions ne sont pas nouvelles. Dès le jour de l'élection de l'homme d'affaires, la chancelière avait signifié à Donald Trump qu'il devait se tenir aux valeurs des démocraties occidentales après une

campagne marquée par les dérapages et les controverses. Avant et après son élection, le président américain ne s'était pas privé non plus d'attaquer l'Allemagne, menaçant en particulier d'instaurer des taxes douanières en représailles face aux excédents commerciaux allemands.

LE TOURNANT DU G7. Mais le sommet du G7 de Taormina pourrait marquer un tournant. Dans un contraste saisissant avec d'autres dirigeants européens - notamment le président français Emmanuel Macron, qui avait décrit Donald Trump comme "quelqu'un d'ouvert", qui a

"la volonté de progresser avec nous" - Angela Merkel avait déploré la teneur des discussions qui a abouti à un "six contre un". Reste à déterminer quelles seront les conséquences de cette escalade verbale sur les relations entre les deux géants économiques. Peu avant le tweet matinal de Donald Trump, la ministre allemande de l'Economie, Brigitte Zypries, s'était efforcée de minimiser l'importance du locataire de la Maison Blanche sur le sujet de l'excédent commercial allemand.

"Je fais une différence entre le président américain Trump et ceux qui ont aussi leur mot à dire aux Etats-Unis, comme les ministres, les gouverneurs et le Congrès", avait-elle lancé sur la radio publique NDR. "L'Allemagne reste favorable à un commerce libre et ouvert, les entreprises allemandes veulent continuer à investir aux Etats-Unis et à y créer des emplois", avait-elle ajouté, soulignant que les Etats-Unis n'avaient aucune raison de craindre que les entreprises allemandes détruisent des emplois dans le pays.

Donald Trump et Angela Merkel ont d'ores et déjà une nouvelle rencontre en vue : elle aura lieu lors du sommet du G20, début juillet, à Hambourg.

L'Afrique en bref

• **Centrafrique/Violences.** L'Onu recense des crimes "abominables" pour la future Cour pénale spéciale

L'Onu a passé au crible douze ans de crimes parmi "les plus abominables" commis par l'armée ou des groupes armés en Centrafrique entre 2003 et 2015 alors que la Cour pénale spéciale (CPS) doit s'installer à Bangui pour juger ces crimes.

• **Nigeria/Jihadistes.** Les 82 lycéennes de Chibok libérées dans un centre éducatif



Photo : AFP

Les 82 lycéennes de Chibok, libérées début mai des mains du groupe islamiste Boko Haram, ont rejoint hier un centre à Abuja, où elles pourront poursuivre leur éducation, mais ne retourneront pas chez elles, plus de trois ans après leur enlèvement.

• **Sénégal/Politique.** L'ex-président Wade candidat aux législatives

L'ex-président sénégalais Abdoulaye Wade va à 91 ans diriger une liste d'opposition aux élections législatives du 30 juillet, pour lesquelles les opposants au chef de l'Etat président Macky Sall ont échoué à s'unir, a-t-on appris hier de sources concordantes.

• **Soudan du Sud/Procès.** 13 soldats jugés pour le viol d'employées étrangères

Le procès de 13 soldats du Soudan du Sud, accusés d'avoir violé des travailleuses humanitaires et tué un journaliste local en juillet 2016, s'est ouvert hier devant un tribunal militaire à Juba, avant d'être ajourné au 6 juin.

A travers le monde

• **France/Enquête.** L'ancien Premier ministre Balladur inculpé

L'ancien Premier ministre français Edouard Balladur a été inculpé dans "l'affaire Karachi", qui porte sur le financement occulte présumé de sa campagne pour la présidentielle de 1995 via des rétrocommissions sur des contrats d'armement, a-t-on appris hier de source proche de l'enquête.

• **Irak/Attentats.** Près de 30 morts à Bagdad

Près de 30 personnes ont été tuées et une certaine blessées dans deux attentats suicide survenus à quelques heures d'intervalle hier à Bagdad, au moment où les forces irakiennes progressaient lentement face aux jihadistes à Mossoul plus au nord.

France/Gouvernement

Un deuxième ministre en cause en plein chantier sur l'éthique politique

AFP
Paris/France

Marielle de Sarnez (Affaires européennes) fait face à des soupçons d'emplois fictifs au Parlement européen. Son collègue Richard Ferrand (Cohésion des territoires) doit, depuis, une semaine, se justifier sur une opération immobilière remontant à 2011.

LA ministre française des Affaires européennes, visée par une enquête préliminaire sur des soupçons d'emplois fictifs au Parlement européen, a démenti toute irrégularité et déposé plainte hier pour dénonciation calomnieuse.

Cette affaire s'ajoute aux remous causés la semaine dernière par une opération immobilière menée en 2011 par un autre ministre, alors que le nouveau gouvernement nommé par Emmanuel Macron prépare un texte de loi sur la moralisation de la vie politique française.



Photo : AFP

Le président Emmanuel Macron souhaitait un gouvernement dont les membres seraient irréprochables.

La ministre des Affaires européennes Marielle de Sarnez est visée par une enquête préliminaire du parquet de Paris pour "abus de confiance" après qu'une eurodéputée du Front national (FN, extrême droite), Sophie Montel, a dénoncé 19 de ses collègues français, dont

Marielle de Sarnez, sur des soupçons d'emplois fictifs sur des postes d'assistants parlementaires.

La ministre a annoncé sur Twitter avoir porté plainte pour "dénonciation calomnieuse" contre cette eurodéputée.

Mme de Sarnez a aussi démenti toute irrégularité : la

situation de l'assistante visée "a été déclarée et vérifiée par le Parlement européen" et son travail "a été accompagné de rapports d'activité réguliers et consultables", souligne-t-elle dans un communiqué. Alors que le nouveau président Emmanuel Macron a fait de la moralisation de la vie politique une priorité, l'opposition ne relâche pas ses attaques contre un autre membre du gouvernement, le ministre de la Cohésion des territoires, Richard Ferrand, épinglé pour une opération immobilière sujette à caution remontant à 2011.

La semaine dernière, l'hebdomadaire satirique Le Canard Enchaîné a révélé que l'épouse de M. Ferrand avait bénéficié de l'attribution d'un marché de location d'une mutuelle d'assurance quand il en était le directeur général. Un autre volet concerne l'embauche de son fils quelques mois comme collaborateur parlementaire. M. Ferrand assure qu'il n'est "coupable de rien, ni

sur le plan légal ni sur le plan moral". Saisie, la justice française a estimé qu'à ce stade il n'y avait pas matière à enquêter.

Le Premier ministre Edouard Philippe a affirmé sa confiance et affirmé que les électeurs seraient "le juge de paix" du ministre, candidat aux législatives des 11 et 18 juin.

La campagne de la présidentielle a été polluée par les affaires, avec la mise en examen du candidat de la droite François Fillon pour détournement de fonds publics dans une affaire d'emplois fictifs au profit de sa famille.

Par ailleurs, deux assistants euro-parlementaires du FN ont été mis en examen dans le cadre d'une enquête sur des soupçons d'emplois fictifs pour un préjudice potentiel évalué par le Parlement européen à près de cinq millions d'euros (3,2 milliards de francs). La patronne du FN Marine Le Pen refuse de répondre à la convocation des juges avant la fin des législatives.